



Communiqué

Le 8 mars dernier, les sections syndicales du lycée français de Madrid de CCOO, FeSP-UGT, SNUipp-FSU et SNES-FSU ont appelé l'ensemble des personnels à une journée de grève et à un rassemblement devant l'établissement.

L'association liste indépendante (ALI), association de parents d'élèves majoritaire au LFM, a également appelé les parents d'élèves à venir se rassembler avec les personnels.

C'est ainsi que parents et personnels du LFM réunis nous avons dénoncé le désengagement de l'État dans le financement de l'AEFE, et en particulier dans celui de notre établissement.

En tant que représentants des personnels, nous demandons :

- la **fin des suppressions de postes de résidents** : le financement public de l'établissement provient exclusivement de la rémunération des titulaires détachés (résidents, expatriés), le contrat de résident est le seul assurant le recrutement d'un enseignant titulaire expérimenté (hormis besoins en *lengua* et *historia*), le maintien (ou la création) des postes permet de régulariser la situation des agents titulaires employés sur contrat de droit local ;
- l'**abandon d'une mobilité forcée pour les résidents** : toute mobilité imposée doit être reconnue par une prime spécifique comme c'est le cas pour les contrats d'expatriés et non pour les contrats de résidents ;
- l'**abandon du plafond d'emploi local**, et ainsi l'**abandon de la politique d'externalisation** des services et de leur gestion ;
- la **récupération du pouvoir d'achat** pour l'ensemble des personnels.

Nous nous opposons à tout projet de contrat local à détachement direct dans l'établissement.

Ceci aurait pour conséquence de transformer les contrats de résidents de droit public financés majoritairement par l'Agence en contrats de droit privé financés exclusivement par l'établissement. Ce serait, pour les personnels enseignants, la fin de la référence aux obligations services du système éducatif français.

Notre modèle d'établissement est basé sur un équilibre entre financement public et privé qui fonctionne et qui est légitime. Nous refusons la remise en cause de ces équilibres qui entraînerait une dégradation de la situation de tous les personnels, des services et, *in fine*, des conditions d'apprentissage des élèves.

70 % des personnels du LFM étaient en grève.

En tant que parents d'enfants scolarisés au Lycée Français de Madrid, nous demandons :

- **Le maintien des frais de scolarité dans les années à venir (nous avons vécu des hausses des droits de scolarité sans commune mesure sur les 10 dernières années et ne sommes pas disposés à subir de nouvelles augmentations, quelles qu'elles soient).** Pour ceci il nous semble important de :
 - **Mettre un arrêt aux suppressions de postes de professeurs résidents et expatriés et à leur remplacement par des professeurs en contrat local.** Le remplacement progressif de professeurs de l'AEFE par des professeurs en contrat local coûte en moyenne 25.000 euros de plus aux familles par an et par poste remplacé (en tenant compte de la gratuité de la scolarité). L'AEFE réalise des économies significatives sur ces remplacements. Sans compensation de la part de l'AEFE pour ce surcoût, il s'agit d'un changement de modèle pour l'école de nos enfants.

- **Mettre un arrêt à l'augmentation du taux de remontée des professeurs résidents** (aussi appelé PRR : Participation à la Rémunération des Résidents), du moins jusqu'à ce que le projet immobilier soit fini en 2025. Ce taux était de 39% et a déjà augmenté à 42% face à un projet immobilier imminent.
- **Recevoir une subvention de l'AEFE pour chacune des phases du projet immobilier de 9 millions d'euros et permettre à l'établissement d'obtenir une avance France Trésor de 8-10 ans.** Nous ne sommes pas contre le principe d'un projet immobilier, nous sommes contre un financement du projet qui résulterait en augmentations de frais de scolarité. Nous rappelons au gouvernement et à l'AEFE que chaque année de nombreuses familles se voient dans l'obligation de retirer leurs enfants du LFM car elles ne peuvent plus assumer les frais de scolarité.
- **Le maintien de la qualité de l'enseignement et de l'offre éducative au LFM.** Pour ceci il nous semble important de :
 - **Mettre fin aux coupes budgétaires.** La pression financière que subit l'établissement est à l'origine de nombreuses coupes dans les budgets pédagogiques ayant pour conséquence l'annulation de sorties/voyages et autres projets éducatifs. Nous n'avons pas besoin de vous rappeler la réputation d'excellence pédagogique de ce lycée qui commence d'ores et déjà à ressentir les effets de ces réductions de budget.
 - **Maintenir le ratio actuel de professeurs titulaires de l'éducation nationale par élève.** Nous voulons maintenir le ratio actuel garant du niveau d'excellence de l'éducation française de notre établissement. Nous n'avons aucune visibilité sur comment ce ratio peut évoluer ni dans le cadre des suppressions progressives de postes de résidents que nous vivons actuellement, ni dans le cadre de la nouvelle réforme de l'AEFE. C'est la raison pour laquelle nous sommes aujourd'hui **opposés aux suppressions de postes de professeurs résidents et expatriés de l'AEFE et à leur remplacement par des professeurs en contrat local.**